

TRIBUNE. "Notre système de santé publique est à réinventer"

Rédaction du JDD

Une quarantaine de personnalités - parmi lesquelles l'avocat William Bourdon, l'ancienne ministre Corinne Lepage, l'ancien député Noël Mamère ou le pneumologue Philippe Even - estiment dans cette tribune que la crise actuelle appelle une refondation de notre système de santé.

Voici leur tribune : "Le drame sanitaire que nous traversons nous éclaire sur l'essentiel : nous devons demain penser le changement en passant d'une société de prédation à une société de protection. Nous devons prendre soin de nous, des autres, de la biodiversité, de notre patrimoine, de notre santé. Il faut renouer avec le volontarisme du programme "Les Jours heureux" du Conseil national de la Résistance, élaboré dans la nuit de l'Occupation et qui a permis la naissance de la Sécurité sociale. Il se donnait un objectif précis : "combattre pour la vie et la santé des Français par une lutte quotidienne et incessante".

La crise sanitaire que nous traversons est une crise de la pénurie qui solde l'agonie d'une politique de santé publique ayant abîmé à l'extrême un modèle social fondé sur la solidarité et l'égal accès aux soins pour toutes et tous. Elle révèle notre vulnérabilité extrême face à des chaînes de production mondialisée et des échanges internationaux en flux tendu, qui nous prive en cas de crise des biens et personnes de première nécessité : personnel, structures d'accueils, médicaments essentiels, appareils respiratoires, masques...

Ce nouveau virus a mis en exergue la fragilité de notre modèle libéral productiviste fondé sur la globalisation et la loi du marché

Ce nouveau virus a mis en exergue la fragilité de notre modèle libéral productiviste fondé sur la globalisation et la loi du marché. Il a montré aussi que plusieurs décennies de logique néolibérale nous ont placés dans une dépendance et une insécurité sanitaire extrêmes, avec la grande difficulté de nos hôpitaux à absorber le nombre de malades qui en ont besoin et une insuffisante coordination du secteur public et de la médecine libérale. Le numérisé, mis en place en 1972 et maintenu depuis lors, a provoqué un déficit de médecins dans notre pays et entraîné de véritables déserts médicaux.

Après-guerre, le projet de Sécurité sociale a su conjuguer mieux-vivre et redressement économique, en instaurant des droits fondés sur les principes de solidarité et de redistribution : protéger les travailleurs des aléas de leur activité, garantir la vieillesse par un revenu, assurer des soins pour tous, aider la famille et

réduire les inégalités. Ce modèle s'est peu à peu érodé et il est plus que jamais menacé.

Notre système de soins solidaire subit des tensions liées au vieillissement de la population, à l'épidémie de maladies chroniques souvent liées à des facteurs d'origine environnementale, et au renchérissement des produits de santé (médicaments, vaccins, dispositifs médicaux) lié à la dérive de Big-Pharma. Il souffre également d'une mauvaise répartition des moyens matériels et humains sur le territoire, conduisant à la création de nombreux déserts médicaux.

Le financement de la politique de santé doit être repensé pour tenir compte des modifications du monde du travail depuis 1945

Notre politique de santé publique doit avoir pour objectif de donner à tous et partout un bon niveau de protection contre les risques sanitaires et un accès aux soins correct. Notre souveraineté sanitaire doit être garantie en relocalisant la production de produits de santé essentiels pour éviter les pénuries et la dépendance à l'étranger. Nous devons sauvegarder le niveau de la prise en charge publique des dépenses de santé pour les patients.

Nous devons augmenter au niveau nécessaire les investissements hospitaliers. Nous devons garantir l'accès aux médicaments anciens et nouveaux (en régulant leur prix via l'arme de la licence obligatoire si nécessaire et par une politique de stockage en maîtrise publique de matières premières et de produits finis). Enfin, il faut cesser de réduire les effectifs des professionnels de santé, les adapter aux besoins réels et garantir des rémunérations dignes et égales pour tous, quelles que soient les conditions d'exercice. Ils jouent un rôle essentiel dans notre société et forment un des derniers remparts en cas de crise sanitaire grave comme celle que nous traversons.

Le financement de la politique de santé doit être repensé pour tenir compte des modifications du monde du travail depuis 1945. Il n'y a pas de solution miracle mais une juste répartition des efforts dans un système de santé bien géré (qui pollue doit payer, qui rend malade doit contribuer aux soins).

Il est grand temps également de mener une politique volontariste de santé environnementale et de lutter, comme le recommande l'OMS, contre l'épidémie de maladies chroniques en agissant sur les causes. La lutte contre les addictions et les comportements individuels a permis incontestablement de faire reculer le tabagisme et l'alcoolisme. Il faut s'attaquer également aux autres causes majeures : malbouffe, sédentarité, pollution de l'air et des sols, contamination chimique (pesticides, perturbateurs endocriniens et nerveux). Il est grand temps de mettre la santé environnementale au premier plan de la politique de santé.

*Repenser notre système de santé est un moyen
de retrouver le ciment nécessaire à la
construction d'un mieux vivre ensemble*

C'est un changement de paradigme qui s'impose, une vision globale de la santé, qui ne se réduit pas seulement au système de soins mais intègre aussi la prévention, anticipe les futures épidémies qui ne manqueront pas d'arriver avec les bouleversements liés au changement climatique...

Exigeons une conférence citoyenne dès cet automne pour repenser dans sa globalité notre système de santé publique afin de mieux faire face demain aux crises sanitaires, pour mieux prévenir les risques et améliorer la qualité de soins qui doivent être accessibles à tous. Mettre l'utilisateur au centre de la réforme et de la gouvernance du système de santé est un impératif catégorique. La santé est notre bien commun le plus précieux. Il ne faut plus penser les politiques de santé publique comme un service marchand mais bien comme un service public universel, qui prend en compte la part d'autrui ou la part commune, celle qu'il faut préserver, partager, et le cas échéant redistribuer.

Repenser notre système de santé est un moyen de retrouver le ciment nécessaire à la construction d'un mieux vivre ensemble dans une société juste et solidaire, respectueuse de la biodiversité et prenant soin de ses concitoyens."

Premiers signataires :

- Guillaume Ageorges (intervenant en prévention santé, responsable associatif dans le domaine de la santé)
- Yazid Attalah (échographiste, animateur d'une association d'accès aux soins dans les quartiers populaires)
- Etienne Ballan (sociologue, spécialiste de la démocratie participative, responsable de la Commission nationale du débat public -CNDP)
- Vanessa Balzano (infirmière hospitalière, Hôpital Européen, Marseille)
- Sébastien Barles (docteur en droit public, cofondateur de l'Opération Mains propres sur la santé et de la Marche des cobayes)
- Marie Odile Bertella Geffroy (ex-magistrate responsable du Pôle santé de la Cour d'appel de Paris, avocate)
- William Bourdon (avocat, fondateur de l'association Sherpa, ex-secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme)
- Dominique Bourg (philosophe, vice-président de la Fondation Nicolas Hulot)
- Valérie Cabanes (juriste en droit humanitaire et en droit international des droits de l'Homme)
- Nicole Caparros-Mencacci (enseignant-chercheur en sciences de l'éducation)
- Philippe Carlini (avocat, spécialiste en santé)
- Patrick Charbonnier (technicien de laboratoire pharmaceutique)
- Pierre Olivier Chaumet (doyen de l'UFR droit de l'Université Paris 8)
- André Cicolella (toxicologue, lanceur d'alerte, fondateur du Réseau Environnement Santé)
- Hubert Colas (metteur en scène, directeur de théâtre)

- Philippe Colomb (délégué général d'une association de lutte contre le cancer)
- Thomas Dietrich (écrivain, ex-secrétaire général démissionnaire de la Conférence nationale de santé)
- Karim Djebali (aide-soignant Hôpital Nord Marseille)
- Gérard Dumont (ex-secrétaire général de la ville de Marseille et directeur général des services de la ville de Lille)
- Philippe Even (pneumologue, ex-président de l'Institut Necker)
- Philippe Foucras (médecin généraliste, fondateur du Formindep)
- Didier Lambert (association E3M)
- Maxime Lauria (Assistant coordinateur SAMU)
- Corinne Lepage (ex-ministre de l'Environnement, avocate)
- Annie Lévy-Mozziconacci (médecin généticien à l'Hôpital Nord de Marseille)
- Dominique Lombardo (ex-directeur du Centre de recherches en oncobiologie et oncopharmacologie, Faculté de médecine Timone Marseille)
- Malika M'Changama (conseillère chargée de projets à Pôle Emploi)
- Noël Mamère (journaliste, avocat, ex-député et maire de Bègles)
- Zoubida Meguenni (responsable politique de la ville et de prévention des risques)
- Antoine Meunier (spécialiste du numérique, cofondateur d'une ONG d'aide aux réfugiés)
- Gilles Nalbonne (directeur de recherche émérite à l'INSERM, animateur du Réseau Environnement Santé)
- Pascale Paul (chercheuse à l'INSERM)
- François Pesty (pharmacien, expert en administration des médicaments en milieu hospitalier et membre du Formindep)
- Pierre Pezerat (réalisateur, documentariste)
- André Picot (toxicologue, créateur de l'unité de prévention du risque chimique au CNRS)
- Halima Saidi (infirmière hospitalière en Seine-Saint-Denis)
- Gilles-Éric Séralini (biologiste, cofondateur du CRIIGEN et lanceur d'alerte sur les dangers des OGM et des pesticides)
- Yves Sintomer (professeur de sciences politiques, Université Paris 8)
- Jacques Soncin (journaliste, consultant média)
- Jacques Testart (biologiste, père scientifique du premier bébé éprouvette, fondateur de Sciences Citoyennes)

TRIBUNE. "D'un plan de relance à un plan de transformation : la démocratie pour préparer le monde d'après"

• Rédaction du JDD

Dans une tribune, des élus comme Marie Toussaint, Aurélien Taché ou Carole Delga, des acteurs de la démocratie participative ou encore des personnalités comme Priscillia Ludosky et Cyril Dion appellent au lancement d'un "chantier participatif pour imaginer et construire" l'après-coronavirus.

Voici la tribune, signée notamment par des élus et des acteurs de la démocratie participative, pour "un plan de transformation citoyenne" après le confinement : "Le gouvernement planche sur le « plan de relance économique » qui doit permettre au pays de sortir la tête de l'eau après son confinement. Ces premiers pas seront décisifs pour notre avenir à tous. Nous refusons que le "monde d'après" se décide dans la boîte noire institutionnelle, comme lors de la crise de 2008. Nous refusons que, dans une certaine opacité, le gouvernement relance l'économie d'hier et nous l'appelons à associer les Français à un plan de relance citoyen, ou plus précisément, un plan de transformation citoyenne.

L'urgence sanitaire historique que nous connaissons nous oblige tous à faire face à l'inédit. Il faut aller vite et fort. La priorité est de soutenir les personnes qui sont en première ligne : les soignants, mais aussi toutes celles et ceux qui permettent au pays de fonctionner. La seconde : sortir de la crise sanitaire et économique en mettant en place une société plus résiliente.

Oui, il faut aller vite et fort. Mais rappelons-nous que c'est dans de tels contextes que la tentation mortifère de l'autoritarisme ressurgit et fait peser un risque majeur sur nos démocraties. Dans le contexte actuel, certains chercheurs peinent même à "distinguer les réponses des États démocratiques, des régimes autoritaires dans la gestion de cette crise"*.

L'Histoire nous rappelle sans cesse que les périodes de crise profonde sont propices à un travail collectif, réflexif et prospectif sur l'évolution de nos modèles de société. C'est pourquoi, nous appelons le gouvernement à gérer l'urgence (puis la sortie de crise) avec plus de transparence, de collaboration, de participation, c'est à dire, plus

de démocratie. C'est en effet la seule voie à même de rassembler l'ensemble des Français dans la construction du "monde d'après", comme le souligne la Convention Citoyenne pour le Climat dans sa dernière déclaration : "Cette crise nous concerne tous et ne sera résolue que grâce à un effort commun, impliquant les citoyens dans la préparation et la prise de décision."

D'un "plan de relance" du monde d'avant à un "plan de transformation" radicale et collective

Le Président de la République, lui-même, l'a souligné : "Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour". Autrement dit, hors de question de faire les mêmes erreurs que lors de la crise de 2008-2009. Arrêtons de prolonger les logiques néo-libérales, sans impliquer les citoyens dans les choix structurants de sortie de crise. Cette fois-ci, les peuples ne doivent pas être oubliés comme ils le sont trop souvent quand les gouvernements prennent en urgence des mesures, sans qu'un véritable contrôle parlementaire et citoyen ne puisse être effectué.

Dans ce chaos planétaire, tous les tabous tombent ! Tout ce qui aurait paru impossible à mettre en place il y a encore 15 jours est désormais non seulement possible, mais envisagé ou appliqué. Nous devons collectivement nous hisser à la hauteur des enjeux qui sont devant nous. Cette fois, il ne s'agit pas de mettre en place un "plan de relance" du monde d'avant, mais bien de penser un "plan de transformation" vers le monde d'après.

Un chantier participatif pour imaginer et construire "le monde d'après"

Une fenêtre inédite dans notre histoire contemporaine est ouverte : au moment où les Français sont confinés chez eux pour au moins un mois et où la France entière découvre les outils de travail à distance, mettons leur intelligence à contribution pour sortir de cette crise par le haut. Faisons entrer le citoyen dans les mécanismes de conception des politiques publiques en organisant un chantier participatif avec tous les citoyens pour imaginer et construire les bases "du monde d'après".

Cinq principes devront guider la conception et la mise en œuvre de ce chantier participatif :

- **Diversifier les canaux et formats de contribution** pour donner la parole à toutes celles et ceux qui souhaitent la prendre, tout en s'assurant de la possibilité de faire converger les propositions.

- **Permettre une délibération ouverte et éclairée** en associant les corps intermédiaires, experts et élus à la réflexion citoyenne.
- **Garantir l'indépendance et la transparence de la démarche** en confiant le portage à un autre acteur que le gouvernement (comme la CNDP ou un comité de pilotage indépendant par exemple), afin notamment d'assurer que le mot de la fin reviendra aux citoyens, et que contrairement au Grand débat, il ne s'agira pas que telle ou telle proposition soit choisie à la discrétion seule du gouvernement.
- **S'appuyer sur l'intelligence collective présente dans nos territoires** et notamment les démarches de participation citoyenne et les solutions déjà existantes.
- **Prendre en compte les recommandations de la Convention citoyenne pour le climat dans la stratégie de sortie de crise.** Ces 150 citoyens tirés au sort et représentatifs de la diversité de la société française ont tenu une session extraordinaire en ligne, afin d'évoquer dans le cadre de leur mandat, l'impact de la crise sanitaire mondiale sur leurs travaux. A l'issue de cette session, ils ont décidé de contribuer à la réponse à la crise en écrivant cette déclaration, ainsi qu'en transmettant à l'exécutif certaines de leurs propositions de mesures choisies par rapport à leurs effets positifs sur le climat, sur l'économie, et sur la santé, en ayant une attention particulière aux personnes les plus vulnérables.

Cet ambitieux chantier collectif doit être l'occasion d'aboutir autant à l'expression d'un nouveau modèle de société ou d'un idéal commun, que sur des pistes très concrètes d'action pouvant être menées par chacun d'entre nous au quotidien, à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions.

C'est dans ce but, que, nous, acteurs de la participation citoyenne et de la transition démocratique, pensons qu'il faut être à la hauteur de cette situation historique, afin de mener cette réflexion à grande échelle et sur l'ensemble de nos territoires. Dans les prochains jours et en lien avec les autres acteurs et citoyens engagés dans cette voie, nous proposerons une méthodologie précise pour parvenir à sortir de cette crise par plus de démocratie.

Pour ne pas relancer un système vacillant, saisissons cet instant unique de notre histoire pour imaginer collectivement une alternative à même d'orienter notre société vers plus de résilience et de fraternité."

Liste des signataires :

- Loïc Blondiaux, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Dominique Bourg, Université de Lausanne
- Antoine Brachet et Guillaume-Alexandre Collin, Bluenove, Bright Mirror

- Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle
- Ronan Dantec, sénateur de la Loire-Atlantique
- Carole Delga, présidente de la région Occitanie
- Cyril Dion, réalisateur du film "Demain"
- Paula Forteza, Aurélien Taché et Matthieu Orphelin, député-e-s, co-animateur-riche-s du collectif Le Jour d'après
- Jean-Luc Gleyze, président du Département de la Gironde
- Mathilde Imer, Initiatrice des Gilets Citoyens et co-présidente de Démocratie Ouverte
- Olivier Jacquin, sénateur de la Meurthe-et-Moselle et président de Citoyens & Territoires
- Priscillia Ludosky, une des "figures" des Gilets Jaunes et auteur de pétition
- Armel Le Coz, Co-fondateur de Démocratie Ouverte
- Bertrand Pancher, député de la Meuse, président de Décider ensemble
- Julian Perdrigeat, la Fabrique des transitions
- Cécile Renouard, présidente du Campus de la Transition
- Maxime de Rostolan, fondateur de Fermes d'Avenir et la Bascule
- Hugues Sibille, président du Labo de l'ESS
- Marie Toussaint, co-fondatrice de Notre Affaire à Tous et initiatrice de l'Affaire du Siècle
- Patrick Viveret, philosophe, membre de plusieurs réseaux Citoyens

- Jean-Pierre Agresti, maire délégué de Châtel-en-Trièves
- Yacine Ait Kaci, président de la Fondation ELYX
- Boris Aubligine, Etika Mondo
- Fanette Bardin, Démocratie Ouverte
- Stéphane Berdoulet, co-directeur de l'Association Halage
- Grégory Bertrand, Démocratie Ouverte
- Aurore Bimont, Démocratie Ouverte

- Louis-Marie Blanchard, Les Citoyens pour le Renouveau de la Démocratie
- Solenne Boiziau, le Mouvement Utopia
- Martial Breton, jeune militant pour le climat
- Cécile Calé, présidente Cercle Spiridion
- Valérie Caron, chargée de mission Conduite du Changement de Loos-en-Gohelle
- Isabelle Cazaunau, consultante en ingénierie pédagogique et conseillère orientation et formation
- Julie Chabaud, Directrice Agenda 21 en Gironde
- Madeleine Charru
- Vincent Chassagne, facilitateur pour la transition écologique
- Hervé Chaygneaud-Dupuy,
- Enora Conan, Démocratie Ouverte
- Jérémy Coutelle, Démocratie Ouverte et Action Commune
- Denis Cristol, CNFPT
- Elisabeth Dau, CommonsPolis et Mouvement Utopia, co-présidente d'Action Commune
- Circé Debrix, Démocratie Ouverte
- Samuel Dixneuf et Fabienne Grébert, Réveillons Annecy !
- Emmanuel Dupont
- Céline Evita, Réponses Citoyennes.
- André Feigeles, citoyen associatif et solidaire
- Eloïse Fontaine, Kawaa
- Jean-Michel Fourniau, Président du Gis Démocratie et Participation
- Éric Fourreau, éditions de l'Attribut
- Laurent Fussien, président du Club INNE
- Marc-Antoine Garrigue, entrepreneur récidiviste, cofondateur de toguna.io et amazingcontent.io
- Léa Giraud, Démocratie Ouverte et co-présidente d'Action commune

- Claude Grivel, Président de l'Unadel
- Pierre-Yves Guihéneuf, Institut de la concertation et de la participation citoyenne.
- Philippe Honigman, Démocratie Ouverte
- Nicolas Imbert, Green Cross
- Olivier Jacquin, sénateur et président de Citoyens & Territoires
- Brice Jehanno, co-fondateur de Tous Elus et de l'agence d'innovation Okoni
- Cécile Joly
- Julien Joxe
- Odile Kirchner
- Mathieu Labonne, président et directeur de la Coopérative Oasis
- Fanny Lacroix, Présidente de Tous et Maintenant – Réinvestir la vie publique
- Karine Lancement
- Claudy Lebreton, Démocratie Ouverte – Ancien Président de l'Assemblée des Départements de France
- Edouard Le Gall, Benoit Christophe, Quentin Perchais, Alejandro Lemos Impatá, HACT
- Anne-Elise Lenne, Cycla Conseil en transitions
- Franck Lenoir, Démocratie Ouverte
- Pierre Leroy, maire de Puy-Saint-André et président du Pays Grand Briançonnais
- Yves Londechamp, co-président de la Coordination Nationale des Conseils de développement et vice-président du Conseil de développement de Saint Quentin en Yvelines
- Fred Marat, Cluster de la transition des territoires de montagne
- Charlotte Marchandise, élue citoyenne à Rennes, autrice
- Mathilde Maulat, conseillère en charge du budget participatif à la Ville de Paris
- Olivier Maurel, fondateur Co-Gitons.fr
- Paloma Moritz et Chloé Ridet, co-fondatrices de Mieux Voter
- Mathieu Niango, membre du mouvement À nous la démocratie

- Anne-Sophie Novel, fondatrice de Place 2 B
- Marine Parent, Oyena et Halles Civiques
- Olivier Pastor, co-fondateur de l'Université du Nous
- Magali Payen, Fondatrice de On Est Prêt !
- Nils Pedersen, président de la Fonda
- Didier Peralta, président du Réseau des agences régionales de l'énergie et de l'environnement (RARE)
- Xavier Perrin, fonctionnaire territorial, chargé de mission « communs »
- Olivier Piazza, Coopérative Les Maisons de l'Intelligence Collective
- Dominique Picard
- Jean-Yves Pineau, directeur des Localos
- Henri Poulain, Réalisateur du film Démocratie(s) ? avec #DATAGUEULE
- Antoine Raynaud, chargé de mission à Loos-en-Gohelle
- Alain Renk, Cofondateur Réseau 7 Milliards d'Urbanistes
- Julien Roirant, Agoralab
- Averill Roy, CommonsPolis
- Quentin Sauzay, Co-président de Démocratie Ouverte et Fondateur de Echo
- Thomas Simon, Action Commune
- Jo Spiegel, maire de Kingersheim
- Valérie Urman, Journaliste et praticienne de la participation citoyenne
- Dominique Valck, co-président de la Coordination Nationale des Conseils de développement et président du Conseil de développement de la Métropole du Grand Nancy
- Laetitia Veriter, Citizens For Europe
- Aurélien Vernet, lobby-citoyen.org
- Jean-Luc Verreaux, Martin Serralta, Mathieu Baudin, co-Directeurs de l'Institut des Futurs souhaitables
- Stéphane Vincent, La 27e Région et Halles Civiques

- Jean-Louis Virat président du Laboratoire de la Transition
- Paul Windey, Extinction Rebellion & Physicien, Professeur Sorbonne Université